

**Cour d'Appel de Saint-Denis-de-La Réunion
Tribunal judiciaire de Saint-Pierre**

N° Parquet : 23242000026

AMENDE D'INTERET PUBLIC

SARL Société Réunionnaise de Transport
Incana (SRTI)
SIREN : 435 232 863

Adresse : 6 Avenue Théodore Drouhet, Local
7B, ZAE 2000 – 97420 LE PORT

Type de décision : Ordonnance de validation
15/12/23 09:30

Amende d'intérêt public : 20 000 euros	
Consignation	:
N° de quittance	:
TOTAL	: 20 000 euros

21919 - DEVERSEMENT PAR PERSONNE MORALE PAR IMPRUDENCE OU NEGLIGENCE DE SUBSTANCE NUISIBLE DANS LES EAUX SOUTERRAINES, SUPERFICIELLES OU DE LA MER ENTRAINANT DES EFFETS NUISIBLES SUR LA SANTE, LA FLORE OU LA FAUNE à ST PAUL du 1er février 2023 au 6 février 2023, faits prévus par ART.L.216-6 AL.1 C.ENVIR. ART.121-2 C.PENAL. et réprimés par ART.L.173-8, ART.L.216-6 AL.1, ART.L.173-5 2° C.ENVIR. ART.131-38, ART.131-39 1°,3°,4°,5°,6°,8°,9°,12° C.PENAL.

25975 - ABANDON OU DEPOT ILLEGAL DE DECHETS PAR PERSONNE MORALE PRODUCTRICE OU DETENTRICE DE DECHETS à ST PAUL du 1er février 2023 au 6 février 2023, faits prévus par ART.L.541-46 §I 4°, ART.L.541-48, ART.L.541-3 §III, ART.R.541-7, ART.R.541-8 C.ENVIR. ART.121-2 C.PENAL. et réprimés par ART.L.173-8, ART.L.541-46 §I AL.1, §VIII, ART.L.173-5 2° C.ENVIR. ART.131-38, ART.131-39 1°,3°,4°,5°,6°, 8°, 9°,12° C.PENAL.

23264 - GESTION IRREGULIERE DE DECHETS PAR PERSONNE MORALE (CARACTERISTIQUES, QUANTITE, CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE OU PROCEDES DE TRAITEMENT) à ST PAUL du 1er février 2023 au 6 février 2023, faits prévus par ART.L.541-46 §I 8°, ART.L.541-48, ART.L.541-1-1 AL.8, ART.L.541-2, ART.L.541-2-1, ART.L.541-7-2, ART.L.541-21-1, ART.L.541-21-2, ART.L.541-22 AL.1, ART.R.541-7, ART.R.541-8 C.ENVIR. ART.121-2 C.PENAL. et réprimés par ART.L.173-8, ART.L.541-46 §I AL.1 C.ENVIR. ART.131-38, ART.131-39 1°,3°,4°,5°,6°, 8°, 9°,12° C.PENAL.

4800 - EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE SANS DECLARATION PREALABLE à ST PAUL courant janvier 2015 et jusqu'au 6 février 2023, faits prévus par ART.R.514-4 1°, ART.R.512-47 §I, ART.R.512-70, ART.R.512-74, ART.L.512-8, ART.L.512-15, ART.L.511-1 C.ENVIR. et réprimés par ART.R.514-4 AL.1, ART.L.173-5 2°, ART.L.173-7 2° C.ENVIR.

4801 - EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE DECLAREE SANS SATISFAIRE AUX PRESCRIPTIONS GENERALES OU PARTICULIERES à ST PAUL courant janvier 2015 et jusqu'au 6 février 2023, faits prévus par ART.R.514-4 4°, ART.R.512-50, ART.R.512-51, ART.R.512-52, ART.R.512-53, ART.L.512-8, ART.L.512-9, ART.L.512-10, ART.L.512-12, ART.L.511-1 C.ENVIR. et réprimés par ART.R.514-4 AL.1, ART.L.173-5 2°, ART.L.173-7 2° C.ENVIR.

à

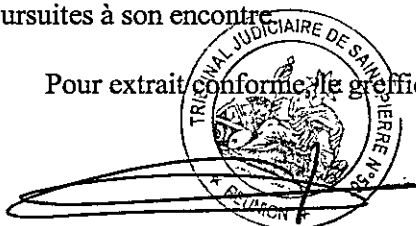
Obligation de verser une amende d'intérêt public au Trésor public de **20 000 euros dans un délai de 6 mois.**

Obligation de régulariser sa situation au regard de la loi ou des règlements dans le cadre d'un programme de mise en conformité d'une durée de 30 mois, sous le contrôle des services compétents du ministère chargé de l'environnement.

Informe les représentants de la personne morale que le paiement de l'amende d'intérêt public doit être effectué auprès du Trésor public par chèque certifié dans les conditions prévues à l'article R 131-2 du code monétaire et financier, conformément aux dispositions de l'article R 15-33-60-6 du code de procédure pénale.

Informe les représentants de la personne morale qu'en cas de non justification de l'exécution intégrale des obligations prévues, le procureur de la République décidera, sauf élément nouveau, d'engager des poursuites à son encontre.

Pour extrait conforme, le greffier



Édité le 15 décembre 2023